



**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BESANCON**  
**DIRECTION DES AFFAIRES MEDICALES DE LA RECHERCHE ET DES**  
**RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE**

**2 PLACE SAINT-JACQUES**

**25030 - BESANÇON CEDEX**

**Lettre de consultation**  
**(L. C.)**

**MAPA N° 2020-60**

**Fourniture de prestation de service**  
**de technicien d'études cliniques**  
**pour le CHU de Besançon**

**DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES :**

**Le 01/02/2021 à 16 heures**

**En application de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3**  
**décembre 2018 portant partie législative et réglementaire du Code de la commande publique du**  
**1<sup>er</sup> avril 2019.**

**Ce document comporte 11 pages numérotées de 1 à 11.**

## **ARTICLE PREMIER - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est passée en application des articles R2121-1 à R2121-4, R2121-6, R2121-7 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

### **1.1 - Objet et caractéristiques de la consultation**

La présente consultation est passée en application des articles R2123-4 et R2123-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 porte sur la prestation de service de techniciens d'études cliniques pour le Centre Hospitalier Universitaire de Besançon.

Les prestations feront l'objet de bons de commande sans minimum et maximum en application de l'article R2162-4 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Les bons de commande seront émis par l'établissement au fur et à mesure de ses besoins.

Le montant de la prestation ne pourra pas dépasser 213 999 € HT pour toute la durée du marché.

### **1.2 - Décomposition de la consultation**

En application de l'article L2113-11 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018, il n'est prévu aucune décomposition en lots en raison du caractère indivisible de la prestation.

Se reporter au C.C.P. pour le détail technique.

### **1.3 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période de 12 mois, la date de début d'exécution prévisionnelle est fixée au 22/02/2021. Si la notification du marché est postérieure à la date d'exécution prévue, le marché s'exécutera à compter de la date de notification du marché.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois.

La durée totale maximale ne pourra pas excéder 4 années, périodes de reconductions éventuelles comprises.

La reconduction est tacite sauf dénonciation du CHU 3 mois avant la fin de la période initiale.

En application des dispositions de l'article R2112-4 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

### **1.4 - Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<http://www.publictendering.com/cpv-codes/liste-des-codes-cpv/>

<b>Classification principale</b>	<b>Classification complémentaire</b>
73111000-3	

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS**

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'opérateurs économiques en application de l'article R2142-19 du Code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

*Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.*

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

En application de l'article R2142-23 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les cotraitants devront fournir les pièces exigées à l'article R2143-3 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 sous peine d'élimination du groupement.

## **ARTICLE 3 - VARIANTES**

Aucune variante n'est autorisée. Les candidats devront présenter une seule offre, entièrement conforme au dossier de consultation.

## **ARTICLE 4 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES**

La date limite de réception des offres est fixée au **01/02/2021 à 16 heures**.

## **ARTICLE 5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## **ARTICLE 6- CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le présent dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- la présente lettre de consultation (L.C.)
- l'acte d'engagement (Attri1)
- le cahier des clauses particulières (C.C.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi

- les annexes à compléter (bordereau de prix)
- les formulaires types (DC1, DC2, DUME)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 7 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le marché est constitué des documents contractuels suivants énumérés par ordre de priorité décroissant :

1. l'acte d'engagement (ATTRI1)
2. le cahier des clauses particulières dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics des fournitures courantes et de services ; ce document est réputé connu des candidats et n'est pas joint au dossier ;
4. l'offre technique et financière du fournisseur retenu.

**Attention** : seules les annexes contenues dans le DCE ont valeur contractuelle. Sauf disposition expresse contraire, les candidats ne sont pas autorisés à proposer leur propre bordereau de prix. Si les candidats fournissent l'annexe de bordereau des prix ainsi que leur propre bordereau de prix et que des divergences apparaissent entre les deux documents, le CHU de BESANCON considèrera qu'il s'agit de deux offres distinctes et les rejettera. Seule, une erreur de retranscription pourra donner lieu à une demande de précision dans les conditions prévues à l'article R2161-5 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

## **ARTICLE 8 - MODALITÉS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

En application de l'article R2132-7 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique.

Les soumissionnaires doivent ainsi télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et déposer leurs offres via le site dont l'adresse internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le soumissionnaire doit s'identifier en indiquant lors du téléchargement du DCE, son nom, une **adresse électronique CONSULTÉE RÉGULIÈREMENT ET VALIDE** ainsi que le nom de la personne physique chargée du téléchargement afin qu'il puisse bénéficier, en tant que de besoin, de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications.

Les contraintes informatiques au téléchargement des dossiers sont les suivantes :

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe Acrobat<sup>R</sup> (.PDF), et/ou Rich Text Format (.Rtf), et/ou les fichiers compressés au format Zip (.zip).

## **ARTICLE 9 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres et les candidatures des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **Justificatifs candidature :**

**Le candidat choisit entre ces deux modalités**

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1)
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC 2)

**Ou**

- Document Unique de Marché Européen (DUME)

**Et**

**Documents exigibles pour l'attribution du marché**

- Conformément à l'article R2143-3 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L5212-11 du Code du travail ;
- Attestations sociales et fiscales ;
- Extrait K-bis datant de moins de trois mois (article D8222-5 du Code du travail) ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité (article 12 C.C.A.P.) ;

- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement.

#### **Contenu de l'offre :**

- Une proposition financière détaillée (cf bordereau de prix joint au DCE) ;
- Un mémoire technique de 20 pages maximum hors annexes, comprenant notamment la présentation de la société, l'organisation, les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché, le développement de la méthode proposée pour réaliser la prestation, les délais.

**Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats ont la possibilité de compléter et signer le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement). La signature du formulaire est possible mais n'est pas obligatoire; seul le candidat dont l'offre est retenue est tenu de le signer.**

**Les candidats sont, à défaut, informés que seul le dépôt de leur offre (offre financière, BPU, autre annexes financières) vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué, aux conditions de l'offre transmise: tout défaut de signature, retard ou réticence exposera le candidat auteur de l'offre retenue à une action en responsabilité.**

Les dossiers devront parvenir avant la date fixée à l'article 4 du présent LC, et seront envoyées au CHU dans les conditions de l'article 8.

**Il n'est pas nécessaire que le candidat retourne le C.C.P. ; en soumissionnant le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces du marché.**

**En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public sera appliquée ; et ce même s'il s'agit de clauses d'un même document contractuel.**

#### **ARTICLE 10 - MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES**

Les candidats transmettent leurs offres et candidatures électroniquement avec la possibilité d'adresser une copie de sauvegarde au pouvoir adjudicateur.

##### **10.1 - Transmission électronique**

Les candidats sont invités à transmettre, par voie électronique, leurs plis à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : WORD, EXCEL, POWERPOINT, ACCESS 2000, ACROBAT RIDER 5.0. Il est rappelé qu'il est souhaité que le bordereau de prix soit communiqué au format EXCEL.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, le soumissionnaire ne doit utiliser ni les exécutables, notamment les "exe", ni les "macros".

Le soumissionnaire doit faire en sorte que sa candidature et / ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

## **10.2 - La signature électronique des soumissionnaires**

Les documents dont la signature est exigée doivent être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du code civil.

Ils doivent être signé par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité, et d'autre part, référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés ci-dessus sont publiés à l'adresse suivante :  
[www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/](http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/).

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) sont autorisés (niveaux \*\* et \*\*\* RGS).

Les fichiers **doivent** être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents. L'action de signature crée, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec ".sig". Par exemple le fichier dc1.doc devient dc1.doc.sig.

**Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

Attention, en cas de fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé **ne seront pas signés individuellement électroniquement et entraîneront le rejet de ceux-ci.**

Il est donc fortement déconseillé de déposer des fichiers compressés dans les réponses.

Une fois le dépôt réalisé, un message électronique (courriel) est envoyé au candidat : il confirme la bonne prise en compte de sa réponse avec l'heure retenue pour le dépôt.

**Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du marché.**

Pour que le soumissionnaire puisse procéder à la signature de ses documents, il doit disposer :

- d'un navigateur Internet explorer,
- d'un outil de signature électronique.

#### 10.2.2 - Modalités de présentation des candidatures et des offres

Les dossiers de candidature et d'offre sont présentés séparément. Ils sont présentés dans des fichiers distincts, l'un comportant les éléments relatifs à la candidature, l'autre les éléments relatifs à l'offre.

Le dépôt des candidatures et des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de la réception.

#### 10.2.3 - Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

**Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde et la mention de la consultation ».**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- dans le cas où il est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique un programme informatique malveillant ;
- dans le cas où une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au coordonnateur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pu être ouverte par le coordonnateur, sous réserve que la copie de sauvegarde lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le coordonnateur peuvent faire l'objet d'une réparation dans les conditions de l'article 10 de l'arrêté du 28 août 2006.

La copie de sauvegarde ouverte dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté par le coordonnateur peut faire l'objet d'une réparation dans les conditions de l'article 12 de l'arrêté du 28 août 2006.



Concernant les conditions de présentation des plis électroniques, elles sont identiques à celles exigées pour les réponses sur support papier.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

## **ARTICLE 11 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles L2152-7 et L2152-8 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018. Le jugement des offres donnera lieu à leur classement.

### **11.1 - Examen de la candidature**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent document.

En application de l'article R2144-2 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, avant de procéder à l'examen des candidatures et en cas d'absence ou d'omission de certaines pièces présentées à l'appui des candidatures, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de 10 jours maximum. Il en informe les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

Le pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application de l'article R2144-1 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 ne peuvent être admises.

La recevabilité des candidatures sera jugée en fonction des critères définis à l'article 10 du présent document.

### **11.2 - Examen de l'offre**

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

#### **Le prix – 40% :**

- Taux horaire : 20 %
- Frais annexes : 20 %

Ces éléments sont jugés à partir de l'offre financière du candidat.

**La valeur technique – 60% :**

- Délais d'intervention : 40 %

*Une vigilance particulière sera portée à la rapidité d'intervention du candidat.*

- Méthodologie et expérience du candidat : 20 %

Ces éléments sont jugés à partir du mémoire technique du candidat.

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.**

**11.3 - Négociation**

Le pouvoir adjudicateur a décidé de recourir à la négociation pour cette consultation mais se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Dans ce cas, s'il considère qu'il peut, au vu des offres remises, attribuer le marché, il n'est pas tenu de négocier.

**11.4 - Attribution**

Après étude des offres, le pouvoir adjudicateur choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire dans l'attente de la production par le candidat des certificats prévus à l'article R2143-3 du décret n°2018-31075 du 3 décembre 2018.

**11.5 - Notification**

Le candidat, dont l'offre n'est pas retenue en est informé par courrier électronique via la plateforme des achats « [marches-publics.gouv.fr](https://marches-publics.gouv.fr) »

Le candidat dont l'offre est retenue et auquel il est envisagé d'attribuer le marché en est informé par courrier électronique également. S'ils n'ont pas été fournis dans le dossier de candidature, le candidat fournit impérativement les documents suivants :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail (puis tous les six mois durant la période d'exécution du marché) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est mentionné dans le courrier adressé au candidat retenu. Ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-11 à R2143-12 du décret n°1075 du 3 décembre 2018, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D8254-

2 à D8254-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire en vue de répondre à la présente consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, une demande via la plateforme des achats PLACE.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 3 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

**Il est donc fortement recommandé aux candidats qui téléchargent le DCE via la plateforme de s'identifier et d'indiquer une adresse mail valide.**